Au Liban, le vivre-ensemble est à réinventer chaque jour



Gabrielle Nanchen

Les cloches de la cathédrale Saint-Georges de Beyrouth sonnent à toute volée. Immédiatement après, c'est la voix du muezzin appelant à la prière qui résonne dans le quartier somptueusement restauré du centre-ville où déambule notre groupe d'une quarantaine de Suisses, Français, Libanais, Jordaniens, Syriens et Irakiens. Tandis que nous visitons la crypte sous l'église, mon attention est attirée par une psalmodie inhabituelle en un tel lieu. Je remarque alors une ouverture dans le mur commun à la mosquée et à la cathédrale. La voix de l'imam qui dirige la prière emplit la vaste cave où sont exposés des vestiges archéologiques. Ces ruines disent le passé plurimillénaire du Liban, l'empreinte laissée par les nombreuses cultures qui s'y succédèrent ou coexistèrent: Phéniciens, Grecs, Romains, chrétiens, Druzes, musulmans. Des générations qui ont affronté les conflits inévitables lorsque des humains sont appelés à vivre ensemble mais qui ont produit grâce à leur diversité une richesse culturelle extraordinaire.

«Nous sommes tous imprégnés par la tradition de l'autre», nous confie le prêtre maronite, responsable de l'Association Reconstruire ensemble, qui a organisé notre visite du 7 au 15 septembre dernier. «Moi, je suis très marqué par l'islam. Dans ce pays, on a tous l'habitude de fréquenter les mosquées ou les églises des autres», ajoute-t-il. Un député chiite de Byblos nous dira, dans le cadre d'un des colloques qui ont ponctué notre voyage, que c'est aux chrétiens qu'il doit son élection, ces chrétiens dont il a appris, dans le collège jésuite où il a grandi, les valeurs de fraternité et de paix.

Dans mon enfance, on parlait du Liban comme de la Suisse du Moyen-Orient. La manière dont les institutions avaient su prendre en compte les multiples communautés religieuses et culturelles – on en compte 18 aujourd'hui – était présentée comme aussi exemplaire que la nôtre.

Mais les choses ne sont plus ce qu'elles étaient. Les conflits des voisins et, à travers eux, les affrontements des grandes puissances ne cessent de déborder les frontières de ce petit pays. C'est par centaines de milliers, voire par millions, que cette terre traditionnelle d'hospitalité a accueilli les réfugiés, palestiniens, syriens, maintenant irakiens. Ils représentent 40% de sa population, nous a-t-on dit. Les réductions simplistes et l'instrumentalisation de la religion à des fins idéologiques et militaires ont fini par contaminer une partie de la population, désécurisée par la situation dangereuse dans laquelle se trouve à nouveau le pays. Au lieu de vivre comme des personnes aux identités multiples, elles sont tentées de se réfugier dans celle de leurs identités qui leur paraît la plus menacée et qui les rassure à la fois, leur identité religieuse réduite à sa plus simple expression.

Comment retrouver la cohésion sociale dont tout le monde au Liban parle avec nostalgie, comme d'un paradis perdu?

> De ce pays meurtri, nous avons appris que seule la fraternité peut triompher de la haine et de la guerre

«Nous vivons une crise du lien social», pense Antoine Messara, professeur émérite de sociologie à l'Université libanaise. «L'extrémisme est une rupture du lien à l'autre, dira aussi Samir Frangié, ancien député très engagé dans le dialogue et la réconciliation nationale. L'autre, avons-nous compris, ce n'est pas seulement le voisin qui se réclame d'une tradition différente, c'est celui qui incarne la culture des autres, la culture de l'Occident, cette civilisation de la réussite, de l'argent et du paraître dont on est ou se sent exclu. Les laissés-pour-compte de la mondialisation, les nouveaux damnés de la terre, semblent trouver dans le fanatisme religieux une nouvelle raison d'être.

La réponse, nos amis de Reconstruire ensemble nous l'apportent par leur engagement citoyen. Leur association qui regroupe des chrétiens, des Druzes, des chiites et des sunnites, travaille notamment à améliorer les politiques éducatives, à promouvoir dans les écoles les valeurs éthiques qui constituent leur patrimoine commun, à redonner un sens concret au mot démocratie. «Ce n'est que si on est égal aux autres qu'on peut faire valoir sa différence», affirme une intellectuelle chiite. Cette différence, je me dois d'aider l'autre à la faire reconnaître si je le respecte véritablement.

Il faut aussi, nous a-t-on répété, condamner la barbarie sans faire de distinction entre ceux qui la subissent. Refuser catégoriquement l'instrumentalisation de la religion. Former une ligue contre la violence, un front des modérés pour promouvoir une culture de paix et du vivre-ensemble.

Cette alliance des hommes et des femmes de bonne volonté ne doit pas se limiter au Liban. C'est nous tous qui devons la vivre ici et maintenant avec nos proches et ceux qui le sont moins. De ce pays meurtri mais qui demeure si fort dans son espérance, nous avons en effet appris que seule la fraternité peut triompher de la haine et de la guerre.

Ancienne conseillère nationale PS (VS)

Les bons docteurs du IIIe Reich



Sylvie Arsever

Durant la dernière guerre, quelque 200 000 personnes, handicapés, malades mentaux, vieillards, marginaux en tout genre, ont été mises à mort en Allemagne, affamées, gazées ou achevées par des doses massives de tranquillisants. Organisée à partir de 1940 à travers les hôpitaux, les asiles psychiatriques et les hospices, cette tuerie semble presque modeste à l'échelle des violences perpétrées par les nazis contre d'autres victimes: Russes, Polonais, Ukrainiens et bien sûr Tziganes et juifs. Et l'histoire en a surtout retenu que, dans ce seul cas, une faible protestation civique, due essentiellement à l'Eglise catholique, a contraint le régime à reculer. En partie seulement: si les gazages massifs d'aliénés ont cessé après l'été 1941, les médecins ont continué à tuer jusqu'à la fin de la guerre.

Dans un livre* passionné dont la traduction française paraît ces jours, le politologue allemand Götz Aly choisit un autre angle. Le regard obstinément fixé au niveau du terrain, il se concentre sur les acteurs directs du drame: médecins, infirmières, victimes, familles. Et ce qu'il donne à voir de leurs motivations et de leurs préoccupations offre de troublants parallèles avec le débat actuel entourant le grand handicap, la vieillesse et la déchéance physique et psychique.

Les nombreux médecins, ainsi, de progrès, engagés pour certains dans la défense d'une approche thérapeutique plus humaine. Le désir d'améliorer les pratiques psychiatriques, voire de rendre à la discipline une dignité qu'elle doute alors d'avoir pleinement, inspire aussi ceux qui voient dans la campagne d'euthanasie une occasion de libérer des moyens pour la recherche et de lui offrir une réserve inépuisable de cerveaux à disséquer. Insensibilité du chercheur ou zèle bienveillant du réformiste, le résultat est désagréablement familier: un tri qui privilégie les patients susceptibles d'évoluer et de récompenser les efforts thérapeutiques et exclut – définitivement dans ce cas – ceux qui ne réclament «que» des soins bienveillants, sans vraie perspective d'amélioration.

> Des idées a priori séduisantes peuvent favoriser l'émergence d'un climat délétère où le crime rencontre peu de résistance

Les doutes que les médecins n'hésitent pas à exprimer tout haut à l'époque sur les vies «indignes d'être vécues» sont en partie partagés par les familles des personnes concernées, dont peu protestent ouvertement, même si d'autres gestes simples, comme le fait d'entourer un parent handicapé ou le retirer temporairement de l'asile ont sans doute sauvé de nombreuses vies. Dans les rares indications sur les sentiments des proches, on retrouve une compassion très contemporaine – à quoi bon prolonger

sœurs d'un enfant lourdement retardé.

Ce cynisme est activement encouragé par l'Etat lui-même. Car plus qu'eugénique, la motivation principale de la tuerie apparaît économique. Il s'agit expressément de libérer des moyens pour l'effort de guerre, de supprimer des bouches inutiles. Des bouches qui, contrairement à celles des prisonniers soviétiques ou des habitants des ghettos délibérément affamés, appartiennent à la communauté privilégiée des Allemands de souche, dont se trouvent ainsi exclus ceux qui coûtent au lieu de rapporter. Là encore, comment ne pas distinguer certains échos, lointains mais troublants, dans l'obsession récurrente pour les coûts – plutôt que pour la qualité – de la santé, et dans la mise au pilori des assistés soupçonnés d'abus?

Le spectre des crimes nazis est souvent brandi par les opposants à toute réflexion éthique ouverte sur l'interruption de grossesse ou la fin de vie. Il ne s'agit pas ici de faire de même. Les différences sont massives et elles sautent aux yeux. La pensée eugénique a couru toutes les sociétés européennes dans les années 30, comme les projets, menés à chef ou non, de stérilisation des personnes considérées comme inadaptées, physiquement ou socialement. Mais seule l'Allemagne nazie a délibérément tué des malades et des asociaux. Ce passage à l'acte s'inscrit dans le cadre d'une brutalisation extrême et délibérée de la vie sociale, entamée dès les années 20 avec les exactions des sections d'assaut, développée à grande échelle contre l'opposition politique puis contre la population juive après la prise du pouvoir, et menée à des sommets encore non dépassés aujourd'hui à la fa-

des valeurs au sein de la communauté nationale: quand tant de jeunes gens en bonne santé mouraient comme des mouches sur le front de l'Est, qui allait s'attendrir sur le sort d'une poignée d'«idiots» ou de quelques vieillards difficiles à reloger en raison des bombardements?

Nous sommes, fort heureusement, très loin de tout cela. Les réflexions autour du suicide assisté ou de l'euthanasie se déroulent dans un contexte marqué par le souci prépondérant de respecter, non l'intérêt supposé de la collectivité, mais la volonté et les convictions des personnes intéressées. Le développement, encore beaucoup trop timide, des soins palliatifs offre un antidote de qualité à la tendance visée plus haut à laisser au rebut les patients dont l'état n'offre pas de perspective d'amélioration. Et les parents d'enfants handicapés, même si leur sort reste difficile, peuvent compter sur des appuis qui faisaient cruellement défaut à leurs prédécesseurs des années 30 et 40.

Reste un constat toujours pédagogique: les pires des crimes n'ont pas toujours les pires des motifs. Et des idées a priori séduisantes – le progrès, l'exigence de qualité ou de responsabilité, l'efficacité économique – peuvent favoriser l'émergence d'un climat moral délétère où ces crimes ne rencontrent que fort peu de résistance. Surtout lorsque les victimes potentielles sont sans pouvoir aucun et donc hors d'état de se défendre ou même de se faire entendre.

Sylvie Arsever est journaliste.

Vous et nous

Vous écrivez

Point de vue simpliste sur l'adoption

David Raedler, titulaire du brevet d'avocat, doctorant à l'UNIL, Lausanne

A propos de l'avis de Suzette Sandoz sur l'adoption d'un enfant par des couples du même sexe (LT du 13.10.2014).

C'est bien dommage. Lorsque l'on a enseigné le droit et la méthodologie durant tant d'années, donnant envie à plusieurs générations d'étudiants d'inscrire leur parcours dans ce domaine, il est étonnant de céder ainsi aux sirènes de la simplicité […]. C'est pourtant bien ce sentiment, auquel vient s'ajouter une certaine part d'incompréhension face à une plume des plus acides, qui prédomine à la lecture du factum de la Prof. Sandoz.
L'argumentaire général tout d'abord repose sur le constat qu'une réglementation «normale», inscrite dans le Code civil, ne saurait convenir à une filiation «anormale» ou, selon les termes utilisés, «impossible» et «contre nature». Pourtant, le droit n'a pas pour mission de faire correspondre ses règles uniquement à un état de fait qui se retrouverait tel quel dans la nature, mais doit bien plus tendre à une réalité ainsi qu'à des besoins pratiques. Le droit intervient là où il y a une nécessité et non uniquement là où cela serait «naturel».
Ensuite, cette opinion s'éloigne du principe général qui régit toute forme d'adoption, quels qu'en soient les parents, et place l'intérêt de l'enfant au centre. Le Code civil l'exprime sans ambages, une adoption ne saurait être admise qu'à la condition que toutes les circonstances permettent de prévoir que l'établissement d'un lien de filiation servira au bien de l'enfant. Or, c'est bien ce but que vise justement la révision en cours du droit de l'adoption. Le projet ne fait nullement primer l'intérêt du couple homosexuel, tout comme il ne met actuellement pas au centre l'intérêt du couple marié ou de la personne seule voulant adopter. Il ne s'inscrit pas non plus dans l'agenda caché d'une «religion du genre» tant décriée. Au contraire, il entend enfin instaurer une égalité de droit au bénéfice de l'enfant, sans que son cadre familial ou social ne décide à lui seul de ses droits, comme ne devraient le faire son origine sociale ou les moyens financiers de ses parents. […]

Innovation: le grand bouleversement à venir

Jean F. Freymond, président de Dialogues Genève, Coppet (VD)

Le taxi traditionnel, à Genève et ailleurs, se trouve confronté à un changement de mode opératoire fondé sur le téléphone mobile. Ce changement est personnifié par une compagnie, Uber, qui opère dans 45 pays et dans laquelle Google a investi plus de 250 millions de dollars (LT du 18.10.2014). Ce mode se heurte à des résistances. Elles sont emblématiques de la profonde transformation d'une société toujours plus connectée. Le transport par taxi est un exemple, mais il est somme toute secondaire. C'est le secteur de la santé que Google, Amazon, Facebook et Apple (GAFA), et des opérateurs de télécommunication tels qu'Orange et Vodafone, sont en train de révolutionner avec de profondes conséquences sur les hôpitaux, les médecins, le personnel soignant, les métiers de la santé en général, sans parler du patient. L'éducation ne sera pas en reste. Patrick Aebischer l'évoquait en se demandant s'il était judicieux de construire un grand auditoire alors qu'on sait la place que prendra l'éducation à distance.
Quelque chose d'«énorme» est en route qui va créer beaucoup d'obsolescence, et dans le même temps d'incroyables opportunités et des économies d'échelle. Le grand défi est de pouvoir anticiper et maîtriser les changements qui sont en route pour ne pas avoir à les subir, et pour que le plus grand nombre en bénéficie. Il va s'agir en particulier de mettre fin à ce qui devient obsolète, en accompagnant ceux qui sont pris à la gorge par des mutations de société inéluctables, pour leur permettre de trouver leur place dans ce monde nouveau qui arrive.

Sandro Miller, le malaise

Immita Cornaz, Berne

Drôle d'hommage, en effet, que Sandro Miller rend aux grands photographes en mettant un autre personnage, aussi génial qu'il soit, John Malkovich en l'occurrence, à la place de la personne initialement photographiée (LT du 13.10. 2014). Le sens de ce plagiat plutôt étrange m'échappe. En fait, je le ressens comme un affront au photographe, et surtout comme une offense à la personne du portrait initial. L'image originale de la *Migrant Mother* met en évidence de façon poignante la souffrance de la mère, son amertume, sa détermination de continuer la lutte. L'imitation exhibe certes une grande tristesse, mais le regard est vague et la figure impersonnelle: le portrait initial est privé de son identité, de son